

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayeur  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 16 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BERNARD AGRICULTURE**

179 route de Trévoux  
CS 90050  
01390 Saint-André-De-Corcy

Références : 20251219-RAP-S21-3  
Code AIOT : 0006107007

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 décembre 2025 dans l'établissement BERNARD AGRICULTURE implanté rue de la gare à Saint-André-de-Corcy.

L'inspection a été annoncée le 25 novembre 2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERNARD AGRICULTURE
- Rue de la gare - 01390 Saint-André-de-Corcy
- Code AIOT : 0006107007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement BERNARD AGRICULTURE s'articule autour de 2 grandes activités :

- le stockage d'engrais et de produits d'amendements agricoles ;
- une activité de séchage et de stockage de grains.

Le site existe depuis 1968, il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale (régularisation) datant du 31 mars 2000. Le site est classé SEVESO seuil bas pour le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium (rubrique 4702).

Le silo de stockage de grains relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160.

**Thèmes de l'inspection :** Action nationale 2025 : Travaux et points chauds, risque incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai <sup>(1)</sup>
2	Contenu du POI - 1/4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5 <sup>e</sup> alinéa	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinéa	Avec suites, Demande d'action corrective
3	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/
5	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/
6	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/
7	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008	/
8	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/
9	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/
10	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/
11	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif premier de vérifier que des permis de feu sont établis en cas de travaux par point chaud dans les parties de l'installation présentant des risques et que ces permis ne sont pas réalisés uniquement pour valider des formalités administratives.

L'exploitant a su montrer qu'il avait engagé une vraie démarche de prévention des risques via une réflexion sur la nature des travaux dans les zones concernées, sur les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie et sur leur mise en œuvre effective.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite qui avait été actée : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de former :

- l'ensemble du personnel travaillant sur le site, sur la thématique « équipiers de première intervention » ainsi que sur les risques spécifiques présentés par les installations ;
- l'ensemble du personnel amené à intervenir dans le cadre d'une situation d'urgence et de la mise en œuvre du POI (acteurs POI et personnel de terrain).

L'exploitant a présenté, en séance, le contenu de la formation dispensée au personnel du site les 17 mars et 27 mars 2025 ainsi que les feuilles d'émargement des participants.

Cette formation présentait notamment les risques spécifiques de l'installation, le POI de l'établissement, la conduite à tenir en cas d'incendie, les missions des rondiers et équipiers de première intervention.

Les équipiers de première intervention ont reçu une formation spécifique pratique le 17/03/2025 dispensée par l'entreprise *Iverif Formation*, la feuille d'émargement a été présentée en séance.

Enfin, un exercice POI incluant les services de secours et la mairie de Saint-André-de-Corcy a été réalisé le 13 juin 2025, le compte-rendu a été présenté en séance.

**Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Contenu du POI - 1/4**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5<sup>e</sup> alinéa

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu du POI

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de contractualiser avec un prestataire ou de disposer des équipements et personnels nécessaires à la réalisation des prélèvements environnementaux en cas d'accident.

<p>L'exploitant a transmis, en séance, le contrat passé avec l'entreprise APAVE pour mettre en œuvre les prélèvements environnementaux en cas d'accident, daté du 18/02/2025.</p> <p>Le plan de prélèvements associé prévoit des mesures dans l'air, l'eau, les sols, les eaux d'extinction. Néanmoins, l'exploitant devra justifier l'absence de mesure des retombées d'amiante.</p>
<p><b>Demande de l'inspection des installations classées :</b></p> <p><b>L'exploitant doit justifier l'absence de mesure des retombées d'amiante dans son plan de prélèvements prévus pour être réalisé lors des premières mesures environnementales en cas d'accident.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Délai :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Identification des zones à risque

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan des zones à risques du site, à l'intérieur des bâtiments et à l'extérieur. Ce plan mentionne les zones où sont présentes des matières inflammables, les zones à atmosphère explosible ainsi que les dangers électriques.</p> <p>Pour chacune de ces zones, les consignes de sécurité sont précisées.</p> <p>Au niveau de ces zones, une affiche matérialise la nature du risque, l'origine des risques et les consignes de sécurité (interdictions et obligations).</p> <p><b>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <p>- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation.</p>

**Constats :**

Les consignes d'exploitation sont affichées à différents endroits du site, aussi bien au niveau du silo qu'au niveau des stockages d'engrais et notamment :

- dans les bureaux et salles de pause. Y sont affichés le plan des installations avec les zones à risques, la définition d'un travail par point chaud et les procédures à suivre dans ces cas ; les fiches de postes simplifiées répertoriant les risques, les consignes de sécurité, les équipements de sécurité à utiliser et la conduite à tenir en cas d'incident ;
- au niveau des zones à risques, les consignes d'exploitation affichées précisent notamment l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque (flamme, cigarette, appareils électriques dont téléphone) et l'obligation de réaliser un permis feu en cas de travail par point chaud.

**Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R.4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

**Constats :**

L'exploitant a une procédure écrite qui mentionne l'utilisation obligatoire de permis feu pour toute intervention par point chaud sur les installations et jusqu'à 10 mètres des bâtiments (à l'exception du local maintenance qui ne fait pas partie des zones identifiées comme à risque).

Cette procédure est en cours de révision car l'exploitant souhaite modifier le modèle de permis feu utilisé : le modèle commercial utilisé jusqu'à maintenant sera remplacé par un modèle interne spécifique (référéncé SEC/001-DE01 et daté du 23/06/2025) en cours de test.

L'inspection des installations classées a pu consulter le classeur répertoriant les derniers permis feu émis, ils sont nombreux car le site a fait l'objet de nombreux travaux de maintenance au cours de l'année 2025 (remplacement des dispositifs de séparation et d'aspiration notamment).

**Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Plan de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R.4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
<b>Constats :</b> Les procédures de l'exploitant prévoient la réalisation d'un plan de prévention pour les travaux effectués par une entreprise extérieure. Le formulaire type utilisé est répertorié sous la référence DEC/003-DEC01. À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a été en mesure de présenter les plans de prévention signés avec les entreprises sous-traitantes qui ont travaillé sur site au cours des mois d'avril à juillet 2025. <b>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Dispositions du plan de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b> Article R.4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<b>Constats :</b> Les plans de préventions consultés par l'inspection des installations classées correspondant aux travaux réalisés d'avril à juillet 2025 sur site comprennent l'ensemble des éléments mentionnés à l'article R.4512-8 du code du travail. Le contenu des plans de prévention utilisés par la société BERNARD AGRICULTURE a été vérifié récemment par la CARSAT à la suite d'un accident du travail survenu sur site dans le cadre des travaux évoqués plus avant. <b>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R.4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b> L'examen des permis de feu signés par l'exploitant sur la période avril - juillet 2025 montre que ceux-ci comprennent systématiquement : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de l'intervention,</li><li>• le nom de la personne délivrant le permis de feu,</li><li>• le nom des personnes réalisant l'intervention,</li><li>• la description des travaux et la raison pour laquelle ces travaux nécessitent un permis de feu (soudage, découpage au chalumeau, meulage, tronçonnage...),</li><li>• les consignes de sécurité,</li><li>• les moyens de protection.</li></ul> L'inspection des installations classées note que les permis de feu consultés sont correctement renseignés en ce qui concerne les noms et signatures des intervenants, la durée de validité du permis (qui n'excède pas un jour) et la description des travaux. Dans la partie « consignes de sécurité », il est par ailleurs systématiquement mentionné la nécessité de réaliser 2 h de surveillance après la fin des travaux, et l'heure de fin de travaux est systématiquement renseignée. Néanmoins le plus souvent, aucune autre consigne de sécurité n'est indiquée (comme le balisage de la zone ou la nécessité de nettoyage préalable) et les moyens de protection indiqués (EPI) sont trop imprécis. En séance l'exploitant a présenté le nouveau formulaire de permis feu en cours de test, celui-ci semble plus pertinent puisqu'il liste un certain nombre de consignes de sécurité que le responsable de la délivrance du permis devra sélectionner en les cochant. Ce permis permet également d'indiquer l'heure de fin des travaux et de tracer l'heure de réalisation de la dernière ronde de sécurité ainsi que la personne en charge de celle-ci. <b>Ces éléments sont de nature à répondre aux observations formulées par l'inspection des installations classées au cours de l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 9 : Travaux et sous traitance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que toutes les entreprises réalisant des travaux par point chaud sur site doivent disposer d'un permis de feu en propre quel que soit le niveau de sous-traitance. Il a été vérifié par sondage sur les permis de feu établis en 2025 que c'était bien le cas.
<b>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le personnel des entreprises sous-traitantes est informé des risques des installations lors de la visite systématique du site lors de l'établissement du plan de prévention. Celui-ci renvoie vers le permis de feu s'agissant des consignes relatives à la conduite à tenir en cas de sinistre. Aucun personnel d'entreprise extérieure n'est chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention.
<b>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Surveillance fin de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fin de travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b> La nécessité de vérification de fin de travaux est systématiquement indiquée dans la partie « consignes » des permis de feu établis par l'exploitant. Le permis de feu utilisé actuellement par BERNARD AGRICULTURE ne permet pas d'indiquer l'heure de fin de travaux et l'heure de fin de surveillance. Néanmoins, l'exploitant indique systématiquement ces heures au verso du permis. La nouvelle version de permis en cours de finalisation par l'exploitant prévoit le renseignement systématique de ces données sur le permis.  <b>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite